

Donnerstag (Nachmittag), 13. September 2021 / Jeudi après-midi, 13 septembre 2021

**Wirtschafts-, Energie- und Umweltdirektion /
Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement**

**50 2020.RRGR.381 Motion 287-2020 von Arx (Schliern b. Köniz, glp)
Abschaffung der Baujagd im Kanton Bern**

**50 2020.RRGR.381 Motion 287-2020 von Arx (Schliern b. Köniz, pvl)
Abolition de la chasse au terrier dans le canton de Berne**

Fortsetzung / Suite

Le président. (*Der Präsident läutet die Glocke. / Le président agite sa cloche.*) Voilà, Mesdames et Messieurs, chers collègues, je vous serais reconnaissant de prendre place. J'espère que vous avez passé un bon week-end, après vos petites vacances dans le Jura bernois. J'ai quelques informations à vous donner, je vous remercie d'être attentifs, s'il vous plaît : vous avez vu qu'en raison des nouveaux paramètres concernant le COVID-19 que la Confédération a instaurés depuis aujourd'hui, nous avons pris des mesures concernant la session d'automne. Vous avez vu que pour accéder aux tables de la cafétéria, à partir de ce matin, il est nécessaire de présenter un certificat qui assure que vous êtes soit vacciné, soit immunisé, soit testé négatif. Vous pouvez toujours avoir accès, naturellement, au bar – je ne sais pas comment on appelle ça – mais si vous voulez consommer à l'intérieur et assis, vous devez présenter à partir de maintenant le certificat. Si vous voulez consommer à l'extérieur du bâtiment, vous pouvez sans autre aller chercher de quoi manger ou boire à la cafétéria et sortir. Donc, le *take away* est toujours utilisable et à disposition, mais la nourriture et les boissons se prennent à l'extérieur du bâtiment.

Pour le reste du concept de protection : rien n'a changé. Il reste en place en fonction des informations que vous avez reçues la semaine passée.

Pour ce qui concerne la session du soir de demain, 14 septembre : pour respecter au mieux les mesures COVID-19, nous avons décidé ce matin de raccourcir la pause de 15 minutes – (*Besprechung ohne Mikrofon, kurzer Unterbruch. / Consultation avec micro éteint, brève interruption.*) – ... de faire une pause de 15 minutes au lieu de faire une pause de 30 minutes et de terminer la session un quart d'heure avant, soit à 18 heures 45. Et en sortant du bâtiment à 18 heures 45, vous pourrez vous servir d'un sandwich avec une boisson. Donc, pas de nourriture entre la pause de la session de l'après-midi et celle du soir, mais seulement un sandwich est une boisson quand vous sortirez du bâtiment.

Nous vous rendons aussi attentifs sur le fait que le canton, contrairement à la Confédération, ne peut pas mettre en place des mesures d'urgence puisqu'il ne dispose pas d'ordonnance d'urgence au même titre que la Confédération. C'est pourquoi nous ne pouvons pas imposer le certificat pour les séances du Grand Conseil. Donc, dans ce sens, nous devons en imposer pour la cafétéria, mais nous ne pouvons pas le faire pour la session d'automne.

Et j'aimerais encore vous rappeler la manifestation, je vais le dire en allemand, je crois : Die Herbsttagung 2021 der ILK (Interkantonale Legislativkonferenz), die am 1. Oktober 2021 in Zürich von 10 Uhr bis 16 Uhr stattfindet. Die ILK-Herbsttagung 2021. Einschreibgebühr, Fahrt und Teilnahme werden entschädigt.

Voilà, ça, c'est pour les informations d'ordre général. Maintenant, je vais vous proposer pour les affaires suivantes la procédure suivante, comme ça, vous pouvez préparer vos interventions. Pour l'affaire du point numéro 57, le rapport des familles, nous allons procéder de la manière suivante :

tout d'abord, je laisserai la parole à la majorité de la commission par la voix de Mme la députée Beutler sur le rapport et sur les déclarations de planification. Ensuite, je laisserai la parole aux rapporteurs de la minorité de la commission. Il y en a plusieurs : Mme la députée Gabi Schönenberger, Mme la députée von Wattenwyl et puis Mme la députée Grogg pour le PEV qui feront une présentation du rapport et de leurs déclarations de planification. Ensuite, je laisserai la parole aux groupes, aux Einzelsprecher et au gouvernement. Ça, c'est pour l'affaire du point numéro 57.

Pour l'affaire du point numéro 58, le rapport final sur le paysage hospitalier, vous avez vu qu'il y a beaucoup de déclarations de planification, dont certaines qu'il faudra faire voter les unes contre les autres. Je vous propose qu'on traite cette affaire de la manière suivante : tout d'abord, je laisserai la parole à M. le député Gerber pour la CGes qui présentera le rapport et les déclarations de planification qui concernent la commission. Ensuite, je laisserai la parole aux différents dépositaires de déclarations de planification, c'est-à-dire, M. le député Kohler, M. le député Michel, Mme la députée von Wattenwyl. Ensuite, le conglomerat pour les déclarations de planification 7a et 12, je ne sais pas encore exactement qui prendra la parole ; ensuite 13 à 15, et puis on laissera la parole aux groupes, aux intervenants à titre individuel et au gouvernement. Donc, nous traiterons ces différentes déclarations de planification pas en fonction des thèmes, mais en fonction des intervenants, ce qui nous permettra d'avoir plus de clarté dans la procédure de débat. Si vous n'avez pas tous suivi, je suis encore à disposition pour plus de détails, après.

Voilà, si vous êtes d'accord, nous allons maintenant poursuivre notre programme. Nous étions restés à l'affaire du point numéro 50, la motion de M. le député von Arx. Nous étions arrivés aux intervenants à titre individuel. Pour l'instant, cinq députés sont inscrits sur la liste. Je laisse donc la parole au premier d'entre eux, M. le député Klopfenstein.

Etienne Klopfenstein, Corgémont (UDC), intervenant à titre personnel. Comme premier orateur de la journée qui fait suite aussi à la fête de notre président, j'aimerais le remercier pour l'accueil qu'il nous a fait et également remercier la commune de Tramelan pour la magnifique soirée que nous avons pu partager ensemble.

J'en viens au thème : interdire la chasse au terrier dans le canton de Berne. Dans le passé, la chasse au terrier était courante et attirait beaucoup de chasseuses et de chasseurs. Aujourd'hui, ce genre de chasse a pratiquement disparu puisqu'elle n'est plus pratiquée ou très peu, car par le passé, la peau de renard était recherchée, ce qui n'est plus du tout le cas actuellement, puisqu'elle a perdu énormément de valeur marchande.

La chasse au terrier est autorisée du 1er septembre au 31 décembre. Il n'y a donc aucun risque pour les jeunes animaux car ils ont déjà quitté le terrier parental.

Le Conseil fédéral, dans sa réponse à la motion 17.3374 (M 17.3374 Curia Vista), a clarifié l'ordonnance pour une chasse au terrier qui respecte la loi sur la protection des animaux. La chasse au terrier est sévèrement contrôlée. Elle doit être annoncée au préalable aux gardes-faune. Les chasseuses et les chasseurs doivent être à proximité du terrier pour garantir la sécurité nécessaire pour les animaux concurrencés, chiens et renards. La chasse au terrier doit perdurer pour permettre aux chasseuses et aux chasseurs de garder une certaine pratique, afin d'être opérationnel, le moment venu, comme le demandent les motionnaires en cas d'épizootie. Aujourd'hui, il existe d'autres situations de lutte entre animaux sauvages et domestiques, sans que cela ne dérange notre société. Merci de refuser cette motion.

Mathias Müller, Orvin (SVP), Einzelsprecher. Ich bin kein Gegner der Jagd. Aber die Sinnhaftigkeit der Fuchsjagd – und ich spreche jetzt nicht von der Fuchsbaujagd – ist grundsätzlich schon einmal fragwürdig. Ob der Abschuss von 3500 Füchsen jedes Jahr im Kanton Bern die Population tatsächlich reduziert, oder ob sie aus epidemiologischer Sicht sinnvoll ist, ist wissenschaftlich mehr als fragwürdig. Meine Damen und Herren, meine zweite Heimat ist die Prince Edward Island, eine Provinz von der Grösse des Kantons Bern in Kanada. Sie hat mit Abstand die grösste Fuchspopulation auf der ganzen Erde. Sie können keinen Tag verbringen, sei es in einer Stadt oder anderswo, an dem Sie nicht mindestens einem Fuchs begegnen. Dort braucht es seit über hundert Jahren keine Regulation durch Jäger. Es werden jedes Jahr ungefähr 400 Füchse geschossen, die krank sind.

Aber die Füchse regulieren sich selbst. Deshalb noch einmal: Die ganze Fuchsjagd ist wissenschaftlich umstritten. Aber wir sprechen ja über die Fuchsbaujagd, und es ist definitiv nicht umstritten, dass die Fuchsbaujagd eine unnötige, nur von sehr wenigen Jägerinnen und Jägern betriebene Art der Bejagung ist. Wenn schon Füchse erlegt werden müssen, sollte das meiner Meinung nach auf möglichst humanen Art und Weise passieren. Bewusst und willentlich Tierkämpfe zwischen Fuchs und Hund, zwischen Hund und Dachs, bewusst und willentlich verschüttet Hunde in Kauf zu nehmen, schwere Verletzungen beim Hund, Fuchs oder Dachs in Kauf zu nehmen, bewusst und willentlich den Füchsen grossen Stress vor dem Abschuss zuzufügen, das ist meiner Meinung nach unmoralisch und respektlos gegenüber den betroffenen Kreaturen. Auch mit Tradition lässt sich unnötige Brutalität nicht rechtfertigen.

An dieser Stelle richte ich mich an die EDU-Fraktion. Sie haben gesagt, Ihre Überlegung sei, dass ein Verbot nicht notwendig sei, weil die Fuchsbaujagd nur noch von sehr wenigen Jägerinnen und Jägern betrieben werde. Auch Etienne hat das vorhin gesagt. Jawohl, das ist so, und diese Überlegung ist auf den ersten Blick nachvollziehbar. Ich habe mir das zuerst auch überlegt. Aber, und diese Frage möchte ich nun genau den Leuten hier im Raum stellen, die der Meinung sind, weil es wenig seien, spiele es keine Rolle – ich möchte Ihnen die Frage stellen: Wird eine unnötige, brutale Handlung einem Lebewesen gegenüber besser, wenn es nur wenige Opfer dieser Handlung gibt? Leidet eine einzelne Kreatur, eine einzelne Schöpfung, weniger, wenn sie ihr Schicksal nicht mit vielen anderen Opfern teilt? Eine schlechte, eine unnötige Handlung bleibt eine schlechte und unnötige Handlung, egal, wie viele Opfer betroffen sind. *(Der Präsident bittet den Redner, zum Schluss zu kommen. / Le président demande à l'orateur de conclure.)*

Die menschliche Spezies sollte sich nicht mittels übertriebener Brutalität gegenüber anderen Kreaturen manifestieren, sondern durch die Fähigkeit von Mitgefühl und daraus abgeleitetem verhältnismässigem und vernünftigem Handeln im Umgang mit anderen Kreaturen. Meine Damen und Herren, ich bin nicht gegen eine sinnvolle Jagd, wirklich nicht. Aber ich bin gegen das unnötige Zufügen von Leid und Qual gegenüber Füchsen oder anderen Tieren. *(Der Präsident bittet den Redner erneut, zum Schluss zu kommen. / Le président demande encore une fois à l'orateur de conclure.)* Nicht mehr in der heutigen Zeit! Sie schadet dem Image der Jägerinnen und Jäger in der Öffentlichkeit und hat für die Jagd keine Bedeutung. Für die betroffenen Hunde, Füchse und Dachse hat sie hingegen eine grosse Bedeutung. Deshalb: Streichen wir diesen Artikel aus dem Gesetz. Es ist kein neues Verbot. Es ist nur ein Streichen des Erlaubens der Fuchsbaujagd. Der Rest bleibt genau gleich.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (glp), Einzelsprecher. Bei dieser Motion geht es vielleicht nicht gleich um Sein oder nicht Sein für den Kanton Bern. Es geht aber um Sein oder nicht Sein für den Hund und den Fuchs oder Dachs, die sich im Bau treffen. Genau deshalb sollte man diese Motion überweisen. Der französische Titel der Motion sagt es ja bereits: Es geht um «la chasse au terrier». Was wir damit indirekt immer noch tolerieren, sind nichts anderes als Hundewettkämpfe, bei denen häufig nur einer überlebt, sei es im Bau oder zumindest dann, wenn er rauskommt und erwischt wird. Dann wird er erschossen. Wann hatte ich erstmals persönlich Kontakt mit der Baujagd? Es ist schon lange her, über vierzig Jahre. Wir gingen immer Verwandte in Wasen, im tiefsten Emmental besuchen. Damals gab es noch Dinge wie Fellmärkte, und man konnte damit sogar noch ein Nebeneinkommen verdienen. Ich war damals sehr erstaunt, dass die Dackel, die sie auf dem Hof hatten, Jagdhunde sein sollten. Ich hatte mir Jagdhunde etwas anders vorgestellt, etwas grösser. Dann habe ich mir erklären lassen, was diese Dackel machen. Es war niedlich, wir besuchten sie im Jahresrhythmus, und meist hatte es wieder einen neuen niedlichen Dackel. Denn ja, es ist so: Manchmal gewann auch der Fuchs oder der Dachs den Kampf.

Die vorliegende Motion folgt dem Vorbild des Kantons Thurgau, einem ähnlich ruralen Kanton wie der Kanton Bern. Im Kanton Thurgau hat man das emotionslos überwiesen. Es war auch immer anerkannt. Dabei wende ich mich vielleicht an Ernst Wandfluh aus Kandergrund, der ziemlich emotional über Dachse sprach. Das war letzte Woche, Sie erinnern sich. Es ist unbestritten, dass Dachse Schäden machen, und diese Wildtierschäden muss man wie andere Schäden entschädigen. Aber ich glaube nicht, dass die Baujagd die Lösung ist. Ich wende mich sogar an jemanden, der gar

nicht im Saal ist, nämlich an Lorenz Hess, den obersten Jäger. Ich bin durchaus ein Jagdfreund und habe mir sogar einmal überlegt, das Patent zu machen. Aber vielleicht sollten sich die Jagdfreunde daran erinnern, dass es auch generell schädlich für das Image der Jagd ist, bei der der Jäger heute Heger und Pfleger ist. Schauen wir es uns doch versachlicht an. Wir sind nicht im britischen Oberhaus und sprechen über die Abschaffung der Treibjagd hoch zu Ross oder dergleichen. Wir haben einen Vorstoss, der die Baujagd verbieten will und in den Punkten 2 und 3 Ausnahmen zulässt, der sehr verhältnismässig und eigentlich im Interesse aller ist.

Michel Seiler, Trubschachen (parteilos), Einzelsprecher. Der Fuchs ist für die Landwirtschaft ein sehr wichtiger Helfer bei der Mäuseregulierung. Die Fuchsbaujagd lässt ihm aber keine Chance zu entkommen. Der Mensch verliert so die Achtung und den Respekt vor dem Fuchsleben. Das hat Wirkung, und es ist eine Verrohung des Menschengemüts und längst nicht mehr zeitgemäss. Ich werde dieser Motion zustimmen. Aber, liebe sehr empfindliche Tierfreundinnen und Tierfreunde: Die Mehrheit hat erst kürzlich für den Wolf gestimmt, sodass er sich bei uns vermehren und über seinen Hunger hinaus Geissen-, Schaf- und Rinderherden angreifen und schwer und qualvoll verletzen kann. Nach diesem Ereignis müssen zuerst Beamte im Büro darüber nachdenken, was gemacht werden soll. Das ist höchstbezahlte organisierte Lebensuntauglichkeit vom Schwersten. Wir leben hier immer mehr in zwei verschiedenen, unverständenen und unversöhnlichen Welten, vielleicht in der Praktiker- und in der Theoretiker-Welt. Wir alle sollten wieder lernen, das Ganze zu sehen.

Urs Buri, Hasle b. B. (SVP), Einzelsprecher. Ich hatte absolut nicht im Sinn, irgendwann einmal etwas zum Fuchs zu sagen. Aber ich hatte entsprechende Reaktionen. Noch gestern Abend kamen Jäger bei mir vorbei, die ich bestens kenne. Ich bin in einer Landgemeinde zuhause. Ich habe den Fuchs gern. Das nehme ich vorweg. Er ist mein bester Mauser im Betrieb. Im Winter sehe ich ihn täglich. Wenn ich um zehn Uhr von irgendeiner Sitzung nach Hause komme, macht er in unserem Weiler die Runde und schaut sich die Miststöcke an und ob etwas zu holen sei. Aber die Reaktion eines pensionierten Jägers im Dorf, von dem ich weiss, dass er schon vierzig Jahre jagt – und ich kenne viele Jäger in unserem Dorf –, war, dass er mir sagte, sie seien jetzt noch eine Vierergemeinde, die das tun würden. Er hat mir gesagt, er habe den Voten interessiert zugehört. Ich kenne die Jäger, und ich kann ihnen im Frühling telefonieren, wenn ich mähen will. Sie kommen und retten Rehkitze. Man kann sie anrufen, wenn man im Wald ist, und sie kommen und schützen die Tännlein, die verbissen werden. Ich kenne eigentlich fast alle als naturbezogene Menschen, denen es nicht ums Töten geht.

Es gab doch einige Voten, die sie schwer verletzt haben und die sie ein wenig hingestellt haben, als würden sie es in Kauf nehmen, dass ihr Hund verletzt wird. Er hat mir gestern Abend erklärt, er mache das vierzig Jahre, sein Hund habe Familienanschluss, die ganze Familie habe ihn gern. Ob wir im Grossen Rat eigentlich meinten, er gehe das Risiko ein und lasse es zu einem Kampf kommen? Sie liessen einen Hund heute noch dreimal mit dem GPS rein. Er belle dreimal und dann hole er ihn wieder raus. Er sehe den Fuchs gar nie. Wenn er nicht rauskomme, zögen sie sowieso ab. Die Behauptungen, die hier gemacht wurden ... Thomas hat vierzig Jahre zurückgeblickt. Ich glaube, es hat sich vieles geändert. Die Jäger sind sich des Tierschutzes bewusst und leisten, jedenfalls gerade bei uns auf dem Land, sehr viel für die Allgemeinheit. Ich bin froh um die Jäger und habe volles Verständnis für sie und volles Vertrauen, dass sie die Fuchsbaujagd nach dem Tiergesetz ausführen. In diesem Sinn, danke fürs Zuhören.

André Roggli, Rüschegg Heubach (Die Mitte), Einzelsprecher. Es ist ein hochemotionales Thema. Ich selbst habe drei Hunde und bin diesen Hunden sehr eng verbunden. Sie haben einen enorm hohen Stellenwert bei mir. Ich bin im Tierschutz. Der Tierschutz ist mir ebenfalls wichtig. Ich habe zu diesem Geschäft mit verschiedensten Jägern gesprochen. Es gibt sicher die eine oder andere Meinung dazu. Insgesamt bin ich jetzt aber vom Saulus zum Paulus, oder, wenn man es anders anschaut, umgekehrt vom Paulus zum Saulus geworden. Ich bin der Meinung, wir müssen diese Motion ablehnen. Wie Urs Buri vorhin gesagt hat, versichern die Jäger, dass es heute ganz anders sei. Der Hund des Jägers wurde zu 90 Prozent ein Haustier. Der Jäger kann sich gar nicht

mehr leisten, dass er seinen Hund nicht mehr nach Hause bringt. Thomas Brönnimann, das war vor dreissig oder fünfzig Jahren, aber das ist heute anders. Das sehe ich selber bei den Jägern in unserer Region. Auf dem Land hat es viele Jäger. Die Hunde werden mit GPS ausgerüstet. Wenn ein Hund einmal drinbleibt, kommt ein Bagger und gräbt den Hund in der Regel aus. Es gibt übrigens ausserordentlich selten solche Fälle. Die normale Jagd schliesst nicht aus, dass die Hunde in einen Fuchsbau reingehen.

Lustig und spannend ist, dass solche Anträge nicht von Personen kommen, die auf dem Land leben und tagtäglich mit solchen Dingen zu tun haben, sondern viel mehr aus der Agglomeration oder der Stadt. Vielleicht wäre es gut, etwas mehr miteinander zu sprechen, bevor wir Anträge stellen. Von Etienne Klopfenstein wurde bereits erwähnt, dass das Fell keinen Wert mehr hat. Wenn die Jäger nach Thun an den Fellmarkt gehen und sechs, sieben oder acht Felle bringen, heisst es: «Ich gebe dir 20 Fränkli.» Sie hatten einen Haufen Arbeit, und es hat alles nichts genützt. Tierwohl ist auch, dass wir in dem Moment dezimieren können, in dem wir eine Überpopulation oder verschiedene Krankheiten, Fuchsbandwürmer und solche Dinge, haben. Schon jetzt müssen die Jäger beim Wildhüter anmelden, wenn sie eine solche Jagd machen wollen, und den Hund müssen sie mit GPS ausrüsten. Wir brauchen keine zusätzliche Administration. Wir haben nämlich schon jetzt zu wenig Wildhüter und zu viel Administration. Lehnen Sie deshalb diese Motion ab.

Le président. Je laisse encore la parole à M. le député Steiner, après, je clos la liste des inscrits.

Hanspeter Steiner, Boll (EVP), Einzelsprecher. Als Mitmotionär wollte ich eigentlich gar nicht mehr dazu sprechen. Ich will nun aber doch noch zwei Dinge dazu sagen. Erstens möchte ich Ernst Wandfluh antworten, dass das Verbot der Ausbildung der Hunde nicht Teil dieser Motion ist. Zweitens hat mich natürlich André Roggli nach vorne gebracht. Wenn wir eine Jagd unterstützen, bei der wir, wenn es schief läuft, einen Bagger auffahren müssen, um den Hund wieder aus dem Loch zu nehmen, dann machen wir, liebe Damen und Herren, wohl etwas falsch. Unterstützen Sie diese Motion für etwas, das schlichtweg nicht mehr notwendig ist.

Christoph Ammann, WEU-Direktor. Tatsächlich, die Baujagd ist eine traditionelle Jagdart. Allerdings eine, die im Kanton Bern noch von ganz wenigen Jägerinnen und Jägern praktiziert wird. Damit trägt sie heute wenig dazu bei, dass man von einer flächendeckenden Kontrolle und einer wirkungsvollen Regulierung des Fuchs- und Dachsbestandes sprechen könnte. Es wurde verschiedentlich darauf hingewiesen: Es kommt ab und zu vor, dass es bei der Baujagd Verletzungen von Füchsen und Hunden gibt, auch wenn das nicht häufig ist. Aus solchen Gründen kann die Regierung grundsätzlich nachvollziehen, dass man diese Jagdart auf ein absolutes Minimum beschränken will. Die Regierung ist mit einem Verbot einverstanden, grundsätzlich. Sie ist aber der Auffassung, dass die Baujagd unter Einhaltung der geltenden Tierschutzbestimmungen in Ausnahmefällen zulässig bleiben soll. Die Baujagd soll also beispielsweise dann möglich sein, wenn es darum geht, dass man Seuchen bekämpfen kann oder den sogenannten Prädationsdruck, also den Druck des Jägers auf Bodenhüter wie beispielsweise Feldhasen, reduzieren will und damit einen Beitrag zur Förderung der Biodiversität oder zum Schutz von Nutztieren leistet.

Aus diesem Grund kann er nachvollziehen und unterstützt, dass die Motionärinnen und Motionäre selbst Ausnahmestimmungen vorsehen. Grossrat Wandfluh hat letzte Woche die Frage gestellt, wie es denn bezüglich Schleifhunden sei. Ich kann in dieser Debatte keine abschliessende Antwort geben. Ich sage noch einmal: Die Ausnahmen sind im Vorstoss klar umschrieben. Die Regierung wird sich in der Umsetzung, wenn der Vorstoss überwiesen werden sollte, an diesen Rahmen halten. Aber wir prüfen selbstverständlich, wie es bei den Schleifhunden aussieht und ob es unter Umständen eine Möglichkeit gibt, dort eine Ausnahme zu stipulieren. Ich habe zudem mit einem Ohr gehört, dass man vermutet, man müsse für die Umsetzung dieses Vorstosses das Gesetz über Jagd und Wildtierschutz (JWG) öffnen, wenn ich es richtig verstanden habe. Das ist nicht der Fall: Man kann die Baujagd abschliessend auf Verordnungsstufe regeln. Das wäre also rein administrativ keine grosse Sache. Die Regierung beantragt Ihnen die Annahme der Motion.

Le président. Le motionnaire ne souhaite plus s'exprimer. Nous allons voter donc la motion de l'affaire du point numéro 50 de l'ordre du jour, chiffre après chiffre, comme ça a été demandé : les député-e-s qui acceptent le chiffre 1 de la motion du point numéro 50 votent oui, celles et ceux qui rejettent cette proposition votent non.

Abstimmung / Vote

2020.RRGR.381: Ziff. 1 / ch. 1

Annahme / Adoption

Ja / Oui	79
Nein / Non	64
Enthalten / Abstentions	1

Le président. Vous avez accepté le chiffre 1 de la motion de l'affaire du point 50 sous la forme d'une motion, justement.

Le chiffre 2 : les député-e-s qui l'acceptent sous la forme d'une motion votent oui, celles et ceux qui rejettent cette proposition votent non.

Abstimmung / Vote

2020.RRGR.381: Ziff. 2 / ch. 2

Annahme / Adoption

Ja / Oui	92
Nein / Non	51
Enthalten / Abstentions	1

Le président. Vous avez accepté le chiffre 2 sous la forme d'une motion.

Chiffre 3, finalement : les député-e-s qui l'acceptent sous la forme d'une motion votent oui, celles et ceux qui le rejettent votent non.

Abstimmung / Vote

2020.RRGR.381: Ziff. 3 / ch. 3

Annahme / Adoption

Ja / Oui	83
Nein / Non	63
Enthalten / Abstentions	1

Le président. Vous avez accepté également le chiffre 3 sous la forme d'une motion.